



**PRÉFET  
DE LA ZONE  
DE DÉFENSE  
ET DE SÉCURITÉ  
EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**Consultation n° 2025SGAMI57042**

**Prestations de maintenance préventive et curative des stands  
de tir de la zone de défense et de sécurité Est  
(Grand-Est et Bourgogne-Franche-Comté)  
Lot 01**

**MARCHÉ PUBLIC PASSÉ SELON LA PROCÉDURE APPEL D'OFFRE OUVERT**  
*établi en application du code de la commande publique*

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET DE LA PRESTATION.....</b>	<b>4</b>
1.1 - Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2 - Procédure de passation.....	4
1.3 - Décomposition en lots et en tranches.....	4
1.4 - Forme de l'accord-cadre.....	4
1.5 - Variantes – prestations supplémentaires éventuelles.....	5
1.6 - Clause environnementale.....	5
<b>ARTICLE 2 - POUVOIR ADJUDICATEUR.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 - VALIDITÉ ET DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>5</b>
3.1 - Validité de l'accord-cadre.....	5
3.2 - Durée de l'accord-cadre.....	5
<b>ARTICLE 4 - DÉFINITIONS ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES CONTRACTANTES.....</b>	<b>6</b>
4.1 - Titulaire.....	6
4.2 - Titulaire étranger.....	6
4.3 - Obligations administratives générales du titulaire.....	6
4.4 - Sous-traitance.....	6
4.4.1 - Demande de sous-traitance formulée au moment de l'offre.....	7
4.4.2 - Demande de sous-traitance présentée après le dépôt de l'offre.....	7
4.5 - Groupement – co-traitance.....	7
4.6 - Décompte des délais.....	8
4.7 - Forme des notifications et communications.....	8
4.8 - Droit - Langue.....	8
<b>ARTICLE 5 - PIÈCES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 6 - PRESTATIONS SIMILAIRES.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>9</b>
7.1 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	9
7.2 - Régularité de la situation des personnels employés.....	9
7.3 - Comportement du personnel.....	10
7.4 - Obligations de discrétion.....	10
7.5 - Accès au site.....	10
7.6 - Protection des données personnelles.....	10
<b>ARTICLE 8 - EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>12</b>
8.1 - Pilotage et suivi des prestations.....	12
8.1.1 - Réunion de lancement du marché.....	12
8.1.2 - Réunion de suivi techniques.....	12
8.2 - Déclenchement des prestations et validité des commandes.....	12
8.3 - Qualité des prestations.....	13
8.4 - Lieux d'exécution.....	13
8.5 - Délai d'intervention.....	13
8.6 - Pénalités.....	14
8.6.1 - Retard dans l'exécution des prestations.....	14
8.6.2 - Pénalités pour indisponibilité dans les marchés de maintenance.....	14
8.6.3 - Non-respect des règles d'hygiène et de sécurité.....	14
8.6.4 - Retard dans le nettoyage.....	14
8.6.5 - Bon d'intervention.....	14
8.6.6 - Tenue du carnet d'entretien et registre de sécurité.....	14
8.6.7 - Bordereau de suivi des déchets.....	14
8.6.8 - Transmission du rapport d'exploitation de site.....	15
8.6.9 - Transmission du rapport d'exploitation annuel de site.....	15
8.6.10 - Non respect de la clause environnementale.....	15
8.6.11 - Absence aux réunions.....	15
En cas d'absence injustifiée à une réunion une pénalité de 100,00 € HT (cent euros) sera appliqué par absence.....	15

8.6.12 - Non communication du devis pour la maintenance préventive.....	15
En cas de non-respect du délai prévu à l'article 8,2 du présent CCAP, une pénalité de 100,00 € HT (cent euros) sera appliqué par devis.....	15
<b>ARTICLE 9 - PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>15</b>
9.1 - Contenu et date d'établissement des prix.....	15
9.2 - Forme des prix.....	15
9.3 - Détermination des prix de règlement.....	16
9.4 - Clause de sauvegarde.....	16
9.5 - Évolutions du périmètre de l'accord-cadre.....	16
9.6 - Modalités de règlement de l'accord-cadre.....	17
9.6.1 - Périodicité.....	17
9.6.2 - Facturation.....	17
Facturation dématérialisée.....	17
9.6.3 - Règlement.....	18
9.7 - Avance.....	18
9.8 - Cession ou nantissement.....	18
<b>ARTICLE 10 - RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 11 - MÉDIATION.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 12 - RECOURS.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 13 - DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES.....</b>	<b>19</b>

### 1.1 - Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de maintenance préventive et corrective des stands de tir relevant de la zone de défense et de sécurité Est (régions Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté), lot n° 01. Il s'inscrit dans le cadre d'une relance du lot n° 01 du marché n° 2024SGAMI57038, rendue nécessaire par une évolution des besoins de l'administration. Par ailleurs, le lot n° 02 du marché n° 2023SGAMI57047, les lots n° 03 et n° 04 du marché n° 2024SGAMI57038 ainsi que le lot n° 05 du marché n° 2022SGAMI57010 sont actuellement en cours d'exécution.

Le détail des sites concernés figurent sur les annexes 1 et 2 du CCTP.

L'exécution des prestations porte sur :

- La maintenance préventive ;
- Les interventions d'urgence.

### 1.2 - Procédure de passation

Le présent accord-cadre est conclu au terme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

### 1.3 - Décomposition en lots et en tranches

L'accord-cadre est composé de 1 lot :

- **lot 01 : dépollution des stands de tirs**

L'accord-cadre est découpé en tranches :

Tranche ferme :

Sites indiqués dans l'annexe 1 - Adresse sites Tranche ferme

Tranche optionnelle :

Stand de tir EGM Thionville : annexe 2 – Adresse site Tranche optionnelle

La décision d'affermissement de la tranche intervient dans un délai maximum d'un an à compter de la date de notification du marché.

Dans l'hypothèse où le représentant du pouvoir adjudicateur ne donnerait pas suite à la réalisation de la tranche optionnelle, aucune indemnité ne sera versée au titulaire.

### 1.4 - Forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande conformément aux prescriptions des articles L2125-1, R2162-2, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Le lot est conclu sans minimum et avec un maximum indiqué ci-dessous et pour toute la durée de l'accord-cadre, reconductions comprises :

LOT	MONTANT MINIMUM (€HT)	MONTANT MAXIMUM (€HT)
1	Sans minimum	4 255 000,00 €

### **1.5 - Variantes – prestations supplémentaires éventuelles**

Les variantes ne sont pas autorisées.

L'accord-cadre ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle.

### **1.6 - Clause environnementale**

La dimension environnementale est prise en compte dans les spécifications techniques :

- le prestataire s'engage sur la performance énergétique des matériaux proposés ainsi que sur leur réelle aptitude au recyclage ;
- le prestataire s'engage sur la gestion et le tri journalier des différents déchets sur le chantier (stockage, évacuation, suivi, traçabilité, traitement, déchets dangereux) et leur limitation ;
- le traitement des déchets plomb.

## **ARTICLE 2 - POUVOIR ADJUDICATEUR**

Monsieur le Préfet délégué pour la défense et la sécurité  
Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur EST (SGAMI EST)  
Espace Riberpray  
Rue Belle-Isle  
B.P. 51064  
57036 METZ CEDEX 01

## **ARTICLE 3 - VALIDITÉ ET DURÉE DE L'ACCORD-CADRE**

### **3.1 - Validité de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification. Les prestations débutent à la même date pour la tranche ferme.

L'exécution de la tranche optionnelle prend effet à compter de la date de notification de la décision d'affermissement.

### **3.2 - Durée de l'accord-cadre**

La durée initiale de l'accord-cadre est fixée à un (1) an à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre est reconduit tacitement à l'issue de chaque période annuelle, dans la limite de trois (3) reconductions successives d'une durée d'un (1) an chacune. Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

La durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises, ne peut excéder quarante-huit (48) mois à compter de la date de notification.

En cas de décision de non-reconduction, le titulaire en est informé par l'administration avec un préavis de deux (2) mois. Cette décision est notifiée par tout moyen permettant d'établir de manière certaine la date de sa réception. La non-reconduction de l'accord-cadre ne donne lieu à aucune indemnité ni à aucun dédommagement au profit du titulaire. Celui-ci demeure toutefois tenu d'exécuter l'ensemble des bons de commande émis pendant la période de validité de l'accord-cadre, jusqu'à leur complet achèvement.

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, sous réserve que leur délai d'exécution n'excède pas de plus de six (6) mois la date de fin de validité de celui-ci.

## **ARTICLE 4 - DÉFINITIONS ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES CONTRACTANTES**

### **4.1 - Titulaire**

Le titulaire est le fournisseur, ou le prestataire de services, qui conclut l'accord-cadre avec le représentant du pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Le titulaire peut désigner, dès la notification de l'accord-cadre, une ou plusieurs personnes physiques ayant la qualité pour le représenter vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour son exécution.

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement au bureau de la commande publique du SGAMI Est les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à sa nationalité ;
- à son domicile ou à son siège social ;
- au montant de son capital social ;
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- au groupement auquel il participe, lorsque ce groupement intéresse l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de difficulté sur le plan judiciaire durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser au représentant du pouvoir adjudicateur dans les quinze (15) jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, ainsi qu'une copie de tous les documents afférents aux autorisations de poursuite des activités du titulaire.

### **4.2 - Titulaire étranger**

Le titulaire étranger doit accepter le paiement en euros.

### **4.3 - Obligations administratives générales du titulaire**

Le titulaire (et ses éventuels sous-traitants) doit être garanti par une police d'assurance destinée à couvrir sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel.

Le titulaire s'engage à fournir au bureau de la commande publique du SGAMI Est, une copie de sa police d'assurance à chaque échéance.

### **4.4 - Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son accord-cadre à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Il est toutefois précisé que la sous-traitance totale d'un marché public est interdite.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 € TTC, le sous-traitant de 1<sup>er</sup> rang a droit au paiement direct.

#### **4.4.1 - Demande de sous-traitance formulée au moment de l'offre**

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au représentant du pouvoir adjudicateur :

- une déclaration (DC4) mentionnant :
  - la nature des prestations sous-traitées ;
  - le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
  - le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
  - les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
  - les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
  - la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- le cas échéant, copie du pouvoir de la personne ayant la capacité à engager la société ;
- les attestations fiscales et sociales du sous-traitant ;
- l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle du sous-traitant ;
- le relevé d'identité bancaire du sous-traitant.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

#### **4.4.2 - Demande de sous-traitance présentée après le dépôt de l'offre**

Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur :

- soit par messagerie électronique avec demande d'accusé de réception en cas de signature électronique ;
- soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en cas de signatures manuscrites ;

ou à défaut lui remet contre récépissé une déclaration contenant les renseignements et les pièces mentionnés au paragraphe 4.3.1 du présent document.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties.

Le silence du représentant du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt-et-un (21) jours à compter de la réception des documents vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

**Il est rappelé que le sous-traitant ne peut être autorisé à entrer sur site tant que le DC4 n'est pas signé par l'ensemble des parties.**

#### **4.5 - Groupement – co-traitance**

Les candidats peuvent se présenter sous forme de groupement dans les conditions prévues aux articles R2142-19 à R2142-27 du code de la commande publique.

Néanmoins, il est interdit aux candidats de présenter pour l'accord-cadre plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat ou de membre d'un ou plusieurs groupements.

Les documents de candidature sont produits par le mandataire et par chacun des autres membres du groupement.

En cas de candidature sous forme de groupement, la solidarité est exigée :

- soit du groupement ;
- soit du mandataire, et ce à l'égard de chacun des membres du groupement.

Les éventuelles habilitations nécessaires au mandataire pour représenter les autres membres du groupement seront fournies au moment de l'attribution de l'accord-cadre.

#### **4.6 - Décompte des délais**

Tout délai imparti dans l'accord-cadre au représentant du pouvoir adjudicateur ou au titulaire commence à courir à zéro (0) heure le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois, à minuit.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit dernier jour.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

#### **4.7 - Forme des notifications et communications**

Lorsque la notification d'une décision ou communication du représentant du pouvoir adjudicateur doit faire courir un délai, le document est notifié au titulaire soit :

- directement à lui-même ou à son représentant qualifié ; la notification est constatée par un récépissé ou un émargement daté donné par l'intéressé ;
- par voie dématérialisée via la messagerie intégrée à la plate-forme des achats de l'État (PLACE) ;
- par voie dématérialisée via la messagerie électronique avec demande d'accusé de réception.

En cas d'impossibilité de procéder à la notification directement ou par voie dématérialisée, le document pourra être transmis par courrier avec demande d'accusé de réception.

L'avis de réception, le récépissé ou l'émargement donné par le destinataire font foi de la notification.

Les communications du titulaire avec la personne publique auxquelles il entend donner date certaine sont soit :

- remises contre récépissé daté au représentant du pouvoir adjudicateur ;
- transmises par messagerie électronique avec demande d'accusé de réception.

En cas d'impossibilité de procéder à la communication directement ou par voie dématérialisée, le document pourra être transmis par courrier avec demande d'accusé de réception.

La date de l'avis de réception ou du récépissé est retenue comme date de remise de la décision ou de la communication.

Il est important que l'adresse électronique communiquée par le candidat (et qui lui sert à s'authentifier sur PLACE) reste valide sur toute la durée de l'accord-cadre et soit accessible à tout moment au sein de l'entreprise afin de pouvoir suivre les demandes de l'acheteur.

#### **4.8 - Droit - Langue**

Le présent accord-cadre est régi par les lois et règlements français exclusivement.



Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents pour régler les recours qui pourraient opposer l'administration française à ses fournisseurs étrangers.

Il est précisé que tout document ou correspondance relatif à l'accord-cadre devra être rédigé en langue française.

## **ARTICLE 5 - PIÈCES CONTRACTUELLES**

L'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe financière (bordereau de prix unitaire) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi et ses annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures et de services (CCAG-FCS) en vigueur à la date de la consultation ;
- le dossier technique remis au moment de l'offre.
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction entre une ou plusieurs clauses figurant dans un quelconque de ces documents, le document de rang supérieur prévaut.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent accord-cadre, est réputée non écrite. De ce fait, elle sera de nul effet sur l'accord-cadre.

La notification comporte l'acte d'engagement, et, seulement selon l'estimation par le pouvoir adjudicateur de l'opportunité de les transmettre, les autres pièces constitutives du marché public.

## **ARTICLE 6 - PRESTATIONS SIMILAIRES**

En application de l'article Article R.2122-7 du code de la commande publique, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence pourra être passé avec le titulaire du marché pour des prestations similaires. Ce nouveau marché sera alors négocié directement par le représentant du pouvoir adjudicateur avec le titulaire.

## **ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXÉCUTION**

### **7.1 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail en vigueur.

### **7.2 - Régularité de la situation des personnels employés**

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à réaliser la prestation avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10 à L. 1221-12, L. 3243-1 à L. 3243-2 et L. 3243-4 et R. 3243-1 à R. 3243-5 du code du travail. Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

### **7.3 - Comportement du personnel**

Le personnel du titulaire et de ses éventuels sous-traitants doit respecter les règles de bonne conduite, les directives et consignes relatives à la sécurité des personnes, des installations et des biens qui lui auront été communiquées par l'autorité responsable des lieux.

### **7.4 - Obligations de discrétion**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder secrets ou confidentiels les informations et documents auxquels il aura accès lors de l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

De même, la personne publique s'engage à maintenir confidentielles ou secrètes les informations signalées comme telles, qu'elle aurait pu recevoir du titulaire à l'occasion du présent accord-cadre.

Lorsque les prestations stipulées dans le présent accord-cadre sont à exécuter dans les lieux qualifiés de zone sensible ou de zone protégée, le titulaire s'engage à :

- respecter les dispositions particulières que la personne publique lui a fait communiquer ;
- aviser immédiatement le chef d'établissement après constatation de tout acte de sabotage ou de malveillance caractérisé ainsi que de toute dégradation pouvant être causé lors de l'exécution du présent accord-cadre.

### **7.5 - Accès au site**

Dès notification du marché, le titulaire devra communiquer à la Direction de l'Immobilier la liste nominative du personnel susceptible d'intervenir sur les stands avec une copie des cartes d'identités de ses personnels afin qu'ils soient autorisés à accéder aux différents sites. Cette procédure sera à réitérer avant chaque prestation et à minima dans un délai de 15 jours ouvrés avant l'exécution de la prestation.

Le SGAMI Est ne saurait être tenu pour responsable d'un éventuel retard, voire d'une impossibilité pour l'entreprise d'exécuter ses obligations contractuelles pour cause de défaut d'autorisation d'accès de ses employés. Le titulaire veillera à remplacer le personnel avec une qualification équivalente.

Un contrôle d'identité sera effectué pour chaque personne se présentant sur les sites. Toute modification de personnel fera l'objet également d'une autorisation d'accès. Le titulaire s'engage à prévenir les correspondants des sites où il interviendra, au moins deux (2) semaines avant le début d'exécution de sa prestation. Cette démarche est obligatoire afin que les responsables des sites concernés puissent organiser la suspension des tirs les jours des interventions.

Des mesures particulières pourraient éventuellement s'appliquer en fonction d'événements exceptionnels ou de règlements de sécurité spécifiques à l'unité concernée. Ce point sera traité lors de la visite conseillée de site avec le responsable du casernement lors de l'établissement du protocole de chargement-déchargement.

### **7.6 - Protection des données personnelles**

#### **A - Le présent marché comporte un ou des traitement(s) à caractère personnel**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Dans le cas où le titulaire a accès à des données à caractère personnel lors de la réalisation des prestations, il agit en qualité de sous-traitant<sup>1</sup> au sens de l'article 4 du RGPD, et ce pour le compte de l'administration qui demeure le responsable de traitement<sup>2</sup>

## **B- Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance**

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution du présent marché, telles que décrites ci-après :

- Les données à caractère personnel nécessaires pour procéder à la mise en place et à la gestion administrative de l'exécution du marché ;
- La nature des opérations réalisées sur les données est la collecte et la consultation ;
- La finalité du traitement est de conserver les coordonnées des agents du responsable de traitement susceptibles d'être contactés par le sous-traitant lors de l'exécution du marché ;
- Les données à caractère personnel traitées sont les noms, prénoms, fonctions, coordonnées professionnelles ;
- Les catégories de personnes concernées sont des agents administratifs ou techniques du responsable de traitement.

## **C – La sous-traitance**

Le sous-traitant, titulaire du marché, peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il s'engage notamment à présenter à l'administration, les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation d'activités de traitement spécifiques. Pour ce faire, il remplit une déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant ultérieur. Il peut pour cela remplir la rubrique F du formulaire DC4, relative à la sous-traitance de données à caractère personnel. En cas d'accord, l'administration accepte le sous-traitant proposé et agréé ses conditions de paiement dans les conditions prévues aux articles R 2193-1 et suivants du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance ultérieure, le sous-traitant initial doit inclure dans le contrat de sous-traitance à conclure avec le sous-traitant ultérieur une clause relative aux obligations en matière de protection des données, conformément à l'article 28 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD.

## **D – Le délégué à la protection des données**

Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

<sup>1</sup>**Sous-traitant au sens du RGPD** : désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des Données personnelles pour le compte du Responsable du Traitement ; dans le cadre du présent marché, le Sous-traitant est le titulaire. Le terme de sous-traitant est à ne pas confondre avec le terme de sous-traitant au sens de la réglementation de la commande publique

<sup>2</sup>**Responsable de Traitement au sens du RGPD** : désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement ; dans le cadre de l'accord-cadre, le Responsable de Traitement est le Ministère.

### **8.1 - Pilotage et suivi des prestations**

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution des prestations. Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur unique.

Plus généralement le titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Pour des fins d'analyse et de reporting, le pouvoir adjudicateur est fondé à demander au titulaire de l'accord-cadre la communication de toute information, notamment statistique, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution de l'accord-cadre.

#### **8.1.1 - Réunion de lancement du marché**

Conformément à l'article 11.1 du CCTP, une réunion de lancement est organisée au plus tard un mois après la notification du marché.

Elle reste à l'initiative du SGAMI Est, Direction de l'Immobilier.

Cette réunion aura notamment pour objet :

- de fournir la liste nominative des personnels affectés à l'exécution du présent marché,
- rappeler les exigences générales du marché et vérifier qu'elles sont prises en compte,
- préciser les prestations et l'autocontrôle mis en place,
- établir le plan de prévention des risques conformément à l'article R 4512-7 du Code du Travail (pour les sites).

#### **8.1.2 - Réunion de suivi techniques**

Conformément à l'article 11.2 du CCTP, le titulaire s'engage à organiser, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de sa propre initiative chaque fois que nécessaire, une réunion avec le pouvoir adjudicateur ou ses représentants, afin d'effectuer une revue du contrat. L'organisation de cette réunion ne doit pas engendrer des frais supplémentaires pour le pouvoir adjudicateur. Aucun complément de rémunération ne pourra être demandé par le titulaire au titre des réunions de suivi des prestations.

Le SGAMI Est pourra également organiser une réunion de présentation de synthèse à la fin du marché.

### **8.2 - Déclenchement des prestations et validité des commandes**

Dans chaque lot, il est précisé les prestations au titre de la maintenance préventive et au titre de la maintenance curative.

À réception du bon de commande par l'entreprise, le titulaire aura 15 jours ouvrés pour réaliser la dite prestation sauf les urgences en tenant compte néanmoins des plannings d'occupation des stands de tir.

Les bons de commande émis par la personne publique pourront être notifiés aux titulaires de l'accord-cadre pendant toute la durée de validité de celui-ci. Passé ce délai, aucun bon de commande ne pourra être notifié. Toutefois, ils s'exécuteront jusqu'à leur terme dans la limite de six (6) mois après la date de fin de l'accord-cadre.

La résiliation d'un lot de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande si celui-ci est notifié avant la date d'effet de cette décision.

Le titulaire du bon de commande est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations commandées. L'admission est la décision, prise après vérifications, par laquelle le pouvoir adjudicateur reconnaît la conformité, sans réserves, des prestations aux stipulations du marché.

Tous les bons de commande comprennent les indications suivantes :

- le nom du titulaire et la référence de l'accord-cadre ;
- le numéro d'engagement juridique ;
- l'identification de l'ordonnateur émetteur de la commande ;
- le service, le nom et les coordonnées (téléphone, adresse électronique) de la personne chargée du suivi des travaux ;
- le nom et l'adresse précise de l'établissement de livraison des prestations ;
- l'adresse de facturation ;
- la désignation des prestations à réaliser ;
- la date de livraison des prestations à réaliser ;
- le cas échéant les remises applicables en pourcentage ;
- le montant total HT des prestations établi sur la base du BPU annexé à l'acte d'engagement, le taux et le montant de la TVA, le montant total TTC de la commande ;
- les contraintes particulières (de sécurité, d'accès, horaires, consignes spécifiques) ;
- les modalités de facturations,
- toutes mentions particulières le cas échéant.

Le détail des prestations est indiqué dans le devis annexé au bon de commande.

***Bon de commande relatif à la maintenance préventive :***

Les bons de commande au titre de la maintenance préventive peuvent être émis par toutes les directions opérationnelles et par le SGAMI EST.

Le devis qui sera établi dans un délai de 48h maximum, après le passage du titulaire, comprendra :

- pour les équipements recensés dans le BPU :
  - les prix conformes au BPU (fourniture et pose inclus) ;
- pour les équipements non recensés dans le BPU :
  - les tarifs de fourniture de matériels ;
  - la remise (fournisseur ou grossiste) prévu à l'accord-cadre ;
  - le coefficient de peine et soin (pour les factures d'achat des entreprises) prévu à l'accord cadre ;
  - le temps prévisionnel prévu pour la pose, raccordement, réglage et mise en service ;
  - le tarif horaire prévu à l'accord cadre ;
  - la prise en compte de la franchise (remise) tel que prévu dans l'accord-cadre ;
  - la date prévisionnelle de début d'exécution de la prestation (cette date étant tributaire de la réception de la commande, elle pourra être de la forme : « 2 semaines après réception du bon de commande »). Cette date inclut les délais liés à l'approvisionnement des produits et matériels par le titulaire auprès de ses fournisseurs ;
  - la durée prévisionnelle de réalisation de la prestation ;
  - les contraintes et points de vigilance associées à cette prestation (durée d'indisponibilité de l'équipement, problème de gestion des flux des personnels et du public, ...).

### **8.3 - Qualité des prestations**

Le titulaire de l'accord-cadre a une obligation de résultat.

Les prestations doivent être réalisées conformément aux stipulations du CCTP et doivent respecter la réglementation en vigueur.

### **8.4 - Lieux d'exécution**

Les sites concernés par les prestations du présent accord-cadre sont répertoriés en annexe au CCTP.

### **8.5 - Délai d'intervention**

Le délai d'intervention en cas de dépannage est fixé à l'article 4 du CCTP.

## 8.6 - Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles donne lieu à pénalité, applicable de plein droit, sans mise en demeure préalable, dès le premier constat, ou le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le constat de manquement aux obligations contractuelles se matérialise par tout écrit faisant foi (courrier, mail).

Les pénalités n'ont aucun caractère libératoire des obligations contractuelles du titulaire. Ce dernier reste donc redevable de l'ensemble des prestations dues au titre du présent marché, y compris celles ayant fait l'objet desdites pénalités.

Les pénalités définies ci-après sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités encourues dans le présent accord-cadre sont les suivantes.

### 8.6.1 - Retard dans l'exécution des prestations

Lorsque le titulaire n'a pas de son fait respecté le délai contractuel d'intervention, il encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de retard. Cette pénalité est fixée à **250,00€ HT (deux cent cinquante euros)** forfaitaire + **100,00€ HT (cent euros)** par jour calendaire de retard.

### 8.6.2 - Pénalités pour indisponibilité dans les marchés de maintenance

Conformément à l'article 14.2 du CCAG-FCS, une pénalité de **100,00 € HT (cent euros) par jour de retard** sera appliquée en cas d'indisponibilité des matériels pour la remise en état.

### 8.6.3 - Non-respect des règles d'hygiène et de sécurité

Une pénalité de **100,00 € HT (cent euros)** sera appliquée sur simple constat du responsable du site en cas de non-respect des obligations issues des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

### 8.6.4 - Retard dans le nettoyage

Le titulaire doit le nettoyage et le maintien en état de propreté des lieux suite à son intervention. En cas de non-respect de cette obligation, il est passible d'une pénalité de **100,00 € HT (cent euros)** par jour calendaire de retard.

### 8.6.5 - Bon d'intervention

Le titulaire doit fournir un rapport ou bon d'intervention à l'issue de chaque intervention. En cas de non-respect de cette obligation, il est passible d'une pénalité de **200,00 € HT (deux cents euros)** par document et par site.

### 8.6.6 - Tenue du carnet d'entretien et registre de sécurité

Le titulaire doit compléter le carnet d'entretien et registre de sécurité à l'issue de chaque intervention. En cas de non-respect de cette obligation, il est passible d'une pénalité de **50,00 € HT (cinquante euros)** par jour calendaire de retard.

### 8.6.7 - Bordereau de suivi des déchets

Le titulaire doit la fourniture d'un bordereau de suivi des déchets suite à la mise en station spécialisée des déchets qui lui sont confiés. En cas de non-respect de cette obligation, il est passible d'une pénalité de **50,00 € HT** (cinquante euros) par jour calendaire de retard.

#### **8.6.8 - Transmission du rapport d'exploitation de site**

Le titulaire doit la fourniture d'un rapport d'exploitation de site après chaque vérification exécutée. En cas de non-respect de cette obligation, il est passible d'une pénalité de **150,00 € HT (cent cinquante euros)** par site.

#### **8.6.9 - Transmission du rapport d'exploitation annuel de site**

Le titulaire doit la fourniture d'un rapport d'exploitation annuel reprenant les non-conformités et modifications apportées suite aux différentes vérifications. En cas de non-respect de cette obligation, il est passible d'une pénalité forfaitaire de **250,00 € HT** (deux cinquante euros).

#### **8.6.10 - Non respect de la clause environnementale**

Une pénalité forfaitaire de **300 € HT (trois cents euros)** sera appliquée sur simple constat du maître d'œuvre en cas de non-respect de la clause environnementale.

#### **8.6.11 - Absence aux réunions**

En cas d'absence injustifiée à une réunion une pénalité de **100,00 € HT (cent euros)** sera appliqué par absence.

#### **8.6.12 - Non communication du devis pour la maintenance préventive**

En cas de non-respect du délai prévu à l'article 8,2 du présent CCAP, une pénalité de **100,00 € HT (cent euros)** sera appliqué par devis.

### **ARTICLE 9 - PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES**

#### **9.1 - Contenu et date d'établissement des prix**

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG, les prix du marché sont notamment réputés comprendre tous les frais liés à l'exécution du marché et aux exigences du CCAP et du CCTP, notamment les charges fiscales et parafiscales, assurances, déplacements, location éventuelle de matériel, main d'œuvre, frais d'envoi, frais de déplacement, frais d'hébergement, frais annexe, frais liés à la remise des livrables, sollicitation d'experts complémentaires.

Par ailleurs, les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois prévu initialement pour la remise des offres, hors report éventuel de la DLRO pendant la consultation. Ce mois est appelé " mois zéro ".

#### **9.2 - Forme des prix**

L'accord-cadre est traité à prix forfaitaire.

Ces prix doivent être établis à l'unité réglementaire hors taxes et ne doivent pas comporter plus de deux décimales.

Les prix sont ceux indiqués dans les bordereaux de prix unitaire du lot concerné.



### **9.3 - Détermination des prix de règlement**

Le prix des prestations sont fermes la première année d'exécution du marché. En cas de reconduction du marché, les prix sont révisibles à chaque date anniversaire du marché, à la diligence du titulaire, selon la formule suivante :

$$Pr = Po \times \{0,15 + 0,85 \times (I / Io)\}$$

Pr = Prix révisé

Po = Prix initial établi sur la base des conditions économiques du mois zéro H.T

I = est la dernière valeur connue de l'indice INSEE ICHTrev-TS à la date de révision des prix.

Io = valeur de l'index correspondant au mois d'établissement des prix appelé « mois zéro »

L'index de référence « I » choisi pour la révision des prix dans le cadre du présent marché est l'indice du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICTrev-TS).

Les indices peuvent être consultés sur :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/011779960>

Indice des prix de l'entretien-amélioration des bâtiments Tous bâtiments – IPEA (CPF43 hors 43.1)  
Identifiant série : 011779960

En cas de disparition de l'indice ou index de référence, celui-ci peut être remplacé par un autre indice ou index équivalent par voie d'avenant.

Pour toute demande de révision des prix, le titulaire doit en avoir informé le pouvoir adjudicateur ou son représentant, par courriel à [sgami-est-marches-publics@interieur.gouv.fr](mailto:sgami-est-marches-publics@interieur.gouv.fr) un mois avant la date anniversaire du marché. Le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de l'actualisation ainsi que les nouveaux tarifs en résultant.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant informe le titulaire de l'acceptation de la révision des prix par tout moyen écrit.

La révision se fait prix par prix et est applicable à compter de la date anniversaire du marché. La révision ne peut être rétroactive.

### **9.4 - Clause de sauvegarde**

Afin d'éviter les évolutions excessives, la personne publique se réserve la faculté de résilier l'accord-cadre sans indemnité si la variation des prix conduit à une hausse des tarifs hors taxe excédant trois (3) %.

### **9.5 - Évolutions du périmètre de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre concerne les installations listées dans le bordereau de prix du lot concerné.

En cas de retrait d'une ou plusieurs installations de cette liste, aucune indemnité ne sera versée au titulaire.

En cas d'ajout de nouvelles installations à entretenir, un devis sera soumis au représentant du pouvoir adjudicateur qui décidera d'inclure ou non ces installations à l'accord-cadre.

Toute évolution de la liste des installations fera l'objet d'un avenant.



## **9.6 - Modalités de règlement de l'accord-cadre**

### **9.6.1 - Périodicité**

Facturation à l'issue de chaque intervention.

### **9.6.2 - Facturation**

#### **Facturation dématérialisée**

Conformément aux articles L.2192-1 à 7 du CCP, les titulaires des marchés conclus avec l'État ont l'obligation de transmettre leurs factures sous forme électronique.

La transmission des factures dans le cadre du présent marché doit être effectuée conformément aux dispositions de l'arrêté du 9 décembre 2016, déterminant les procédures de transmission des factures des fournisseurs de l'État sous forme dématérialisée. Le titulaire a deux possibilités :

- adresser ses factures au « concentrateur\* » par EDI (\*le concentrateur est le dispositif de traitement automatisé des données, géré par l'AIFE pour l'État) :
  - en les adressant directement au « concentrateur » de factures de la personne publique ;
  - en demandant à un opérateur de se raccorder au « concentrateur » et de transmettre les factures au concentrateur ;
  - utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet à l'URL : [https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife\\_csm/?id=aife\\_index](https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm/?id=aife_index)
  - en déposant ses factures ;
  - en saisissant en ligne ses factures par le portail.

Pour connaître les préalables techniques et réglementaires : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : [chorus-demat@interieur.gouv.fr](mailto:chorus-demat@interieur.gouv.fr)

#### **Pour les factures du stand de tir de l'Ecole de Gendarmerie de CHAUMONT (52)**

Numéro de SIRET CPFI : 11000201100044

Numéro de service exécutant : MI0PTF1075

#### **Pour les autres factures :**

Numéro de SIRET du SGAMI EST : 13002034000019

Numéro de service exécutant : MI5PLTF057

Outre les mentions légales, la facture comprend les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture et son numéro ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le nom, la raison sociale et l'adresse du créancier du titulaire du marché ;
- le numéro de SIRET ;
- **le numéro de l'engagement juridique (n° du marché) ;**
- **le numéro du bon de commande ;**
- la date d'exécution des travaux effectués ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il figure sur l'acte d'engagement ;
- le montant hors taxes (HT) ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant toutes taxes comprises (TTC) en chiffres et en lettres ;

**Si la société se trouve dans l'incapacité de faire mention de l'un ou l'autre élément, elle est priée de le préciser dans son dossier d'offre.**

Toute facture incomplète ou incorrecte fera l'objet d'une notification au titulaire afin qu'il procède aux rectifications qui s'imposent. Le titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification de la demande pour la contester. Passé ce délai de trente (30) jours, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté les modifications demandées.

Le pouvoir adjudicateur ne procédera au paiement qu'après réception de la facture modifiée ou des avoirs correspondants.

### **9.6.3 - Règlement**

Le paiement sera effectué par virement (mandat administratif) suivant les règles de la comptabilité publique dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture.

Le dépassement du délai entraîne, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

### **9.7 - Avance**

Sous réserve que le titulaire n'y renonce pas expressément dans l'acte d'engagement, une avance égale à cinq (5) % du montant initial du marché public ne faisant pas l'objet de sous-traitance, lui sera accordée dans les conditions prévues aux articles L2191-2, L2191-3 et R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique.

Un sous-traitant peut obtenir une avance sur la partie des prestations qu'il exécute dans les mêmes conditions.

Le taux de l'avance est porté à trente (30) % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

### **9.8 - Cession ou nantissement**

En cas de cession ou de nantissement des créances résultant des marchés publics, le représentant du pouvoir adjudicateur délivrera sans frais, au titulaire, les pièces nécessaires.

## **ARTICLE 10 - RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre peut être résilié par le représentant du pouvoir adjudicateur :

- en cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire ;
- en cas de redressement ou de liquidation judiciaire ;
- aux torts du titulaire.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de mettre fin à cet accord-cadre à n'importe quel moment et sans indemnité pour le titulaire, en cas de décision ministérielle de restructuration ou de dissolution ayant une incidence sur le déroulement de l'accord-cadre.

En cas de violation des obligations mentionnées au présent document, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à aucune indemnité.

## ARTICLE 11 - MÉDIATION

En cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics aux coordonnées suivantes :

CCIRA de Nancy  
Préfecture de Meurthe-et-Moselle  
1, rue du Préfet Claude Érignac  
54038 NANCY Cedex

**Contact :**

Caroline PAGE  
Secrétariat du CCIRA de Nancy  
Tél. : 03 83 34 25 65 Fax : 03 83 34 22 24  
Courriel : [caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr](mailto:caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr)

Les comités consultatifs de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des organismes consultatifs de conciliation, qui peuvent être saisis de tout différend survenu au cours de l'exécution d'un marché public. Ils ont pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue de proposer une solution amiable et équitable (articles R. 2197-1 et suivants). Ce ne sont ni des juridictions, ni des instances d'arbitrage : ils émettent des avis que les parties sont libres de suivre ou non.

## ARTICLE 12 - RECOURS

Tout litige pouvant intervenir à l'occasion de la procédure de passation et d'exécution du présent accord-cadre sera de la compétence exclusive du :

Tribunal administratif de Strasbourg  
31, avenue de la Paix  
BP 51038 – 67070 STRASBOURG CEDEX  
Téléphone : 03 88 21 23 23  
Télécopie : 03 88 36 44 66  
Courriel : [greffe.ta-strasbourg@juradm.fr](mailto:greffe.ta-strasbourg@juradm.fr)

## ARTICLE 13 - DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES

L'article 8.6 déroge à l'article 14 CCAG-FCS.